

RESACOOOP

RESEAU D'APPUI A LA COOPERATION EN RHONE-ALPES

EDITORIAL

« Conjuguer coopération décentralisée et développement durable », tel est le titre de la plaquette que nous venons de produire à l'initiative de et en collaboration avec Rhônealpennergie-Environnement.

Loin de sacrifier à l'effet de mode, la réflexion que nous avons engagée avec RAEE vise surtout à nous inciter à passer nos actions de coopération au « filtre » du développement durable, c'est-à-dire en prenant en compte tout à la fois leurs dimensions économiques, sociales et environnementales. Son objet n'est pas tant de donner des « leçons » de bonne conduite écologique à nos partenaires du Sud et de l'Est mais bien d'interroger nos propres pratiques de coopération à la lumière des impacts à long terme des projets que nous soutenons.

S'adressant d'abord aux collectivités locales - qui la trouveront en supplément de cette lettre-, cette plaquette est disponible sur demande pour toutes les organisations qui souhaitent oeuvrer à un développement plus « responsable » des pays du Sud et de l'Est.

Rose-Marie Di Donato

LA PAROLE AUX ACTEURS

Rhônealpennergie-Environnement (RAEE)

Multiplication des catastrophes « naturelles », recherche d'une réduction continue des impacts environnementaux de l'activité humaine, dégradation persistante de la qualité environnementale mondiale, maintien des inégalités sociales et entre peuples, renforcement de la réglementation et revendication croissante des populations à plus de concertation et de solidarité, sensibilisation des décideurs à la nécessité d'un autre type de développement, besoins de redynamisation des politiques et des territoires : toutes ces raisons expliquent que le XXI^{ème} siècle marquera sans doute le basculement d'un développement local vers un développement durable.

Quelques dizaines de villes ou territoires en Rhône-Alpes ont décidé, depuis 1996, de tenter l'expérience d'un développement durable qui veille à intégrer les préoccupations environnementales dans les politiques et les projets économiques ou sociaux, tout en cherchant à construire un véritable projet de territoire partagé avec le plus grand nombre.

Le bilan, dressé à Johannesburg en 2002, des 10 premières années d'engagement mondial en matière de développement durable, a surtout souligné que le fossé entre pays développés et pays en développement avait continué à se creuser, la dégradation de l'environnement s'accompagnant d'un appauvrissement accru des plus pauvres.

Les premières références de développement durable en France ne sont pas satisfaisantes à cet égard : en effet, pour la plupart, les premières collectivités engagées n'ont pas accordé une place suffisante à la coopération décentralisée. Or, la recherche d'un développement économique et social, respectueux de l'environnement, ne peut se concevoir en dehors du contexte international, en trouvant un type de réponse dans la coopération décentralisée. Il semble donc inconcevable désormais de promouvoir un développement sans chercher à aider d'autres territoires moins favorisés à intégrer à leur tour des pratiques plus respectueuses.

Inversement, la coopération décentralisée pêche souvent encore par une méconnaissance du développement durable, reproduisant ailleurs les « modèles » de développement locaux occidentaux. La question de l'urgence et la volonté sincère des acteurs de répondre au plus vite imposent trop souvent des réponses techniques satisfaisantes sur un court laps de temps mais qui, à terme, s'avèrent décalées par rapport aux besoins des populations, voire porteuses de conséquences négatives.

Aux côtés des collectivités locales depuis plus de 25 ans, RhôneAlpénergie-Environnement accompagne les territoires en Rhône-Alpes dans le sens d'une meilleure intégration du développement durable dans leurs projets. RAEE soutient avec force la place nécessaire à donner dans les projets de développement durable à la coopération décentralisée dont RESACOOOP est l'un des promoteurs. De même, RAEE propose désormais aux territoires engagés en matière de coopération décentralisée d'intégrer pleinement les préceptes du développement durable pour garantir un développement véritablement pérenne et harmonieux. C'est l'objet même du rapprochement entre RESACOOOP, spécialiste de la coopération décentralisée, et RAEE, spécialiste du développement durable, que de chercher à générer de nouveaux projets dans ce sens.

Christian LABIE, Directeur

RhôneAlpénergie-Environnement, 10 rue des Archers – 69002 LYON

Tél : 04 78 37 29 14 – Fax : 04 78 37 64 91 - www.raee.org

LES ACTIVITES DU RESEAU

■ SITE INTERNET

Mise à jour de la base de données

Notre base de données regroupe actuellement près de **1100** organisations de Rhône-Alpes impliquées dans des actions de coopération et de solidarité internationale. Un mailing d'actualisation des données vous est parvenu en février et vous avez été nombreux à nous répondre, par courrier postal ou via internet. Nous vous remercions vivement de votre collaboration grâce à laquelle le site de RESACOOOP demeure un outil vivant au service de tous les acteurs de la coopération.

■ REUNIONS

Education au Développement (EAD)

Depuis plusieurs années, RESACOOOP est sollicité pour investir le champ de l'éducation au développement et de premières relations ont été nouées avec les principales institutions du monde scolaire. Plus récemment, et à l'instigation des membres du futur GIP RESACOOOP, un « chantier » spécifique a été mis en place afin de mieux cerner les contours de l'éducation au développement en Rhône-Alpes et de renforcer les collaborations dans ce domaine.

A cette fin, RESACOOOP vous invite à participer à sa prochaine réunion thématique « **l'Education au développement en Rhône-Alpes** » qui aura lieu le **mercredi 21 avril**, de 10h à 17h, au Lycée agricole Le Valentin à Bourg les Valence (26).

Cette réunion a pour objectifs de :

- dresser un état des lieux des acteurs de l'éducation au développement en Rhône-Alpes,
- confronter les diverses approches de l'éducation au développement,
- permettre une rencontre entre acteurs proposant des animations et des outils et acteurs en coopération, susceptibles de les utiliser.

En préparation à cette réunion, un questionnaire a été envoyé à toutes les structures identifiées comme actives en matière d'éducation au développement. Nous les remercions de leur collaboration et invitons les organisations que nous aurions oubliées par mégarde, à bien vouloir prendre contact avec nous.

Contacts : Corinne Lajarge (contenu), Isabelle Taine (inscription)

■ FORMATIONS

Devant le succès remporté par notre première session de formation : « Concevoir un micro-projet de solidarité internationale », nous avons décidé d'en reprogrammer une nouvelle. Elle aura lieu le **vendredi 4 juin 2004**, de 10h à 17h. (voir programme en fin de bulletin).

Contact : Isabelle Taine

ACTUALITE INSTITUTIONNELLE

■ AU PLAN REGIONAL

Grenoble : Une nouvelle direction des relations internationales

Depuis décembre 2003, Véronique STEPHAN a pris les fonctions de directrice des relations internationales de la Ville de Grenoble, en remplacement de Anne MAHEU.

Contact : Hôtel de Ville, 11 bd Jean Pain – BP 1066 – 38100 Grenoble Cedex 1.

■ AU PLAN NATIONAL

Urgence Humanitaire France (MAE)

Ce site se veut un outil de travail, un moyen d'information, une occasion de dialogue pour tous les partenaires engagés dans l'action humanitaire d'urgence, et un témoignage de la solidarité de la France et des Français avec les populations, qui, un peu partout dans le monde, sont, en raison de catastrophes naturelles ou de conflits, placés dans des situations de total dénuement.

Il a pour ambition de présenter les différents intervenants français dans le domaine considéré et leurs principaux partenaires à l'étranger, de constituer progressivement une base de ressources documentaires concernant l'humanitaire d'urgence, et de suivre l'évolution de la situation humanitaire dans le monde.

Pour en savoir plus : www.diplomatie.gouv.fr/humanitaire/index.html

Contrat de volontariat de solidarité internationale

Le ministre délégué à la coopération et à la francophonie a présenté un projet de loi relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale. Ce dernier, géré par des associations, concerne plus de 2200 personnes qui effectuent des missions d'au moins un an. C'est l'une des formes d'engagement que le Gouvernement souhaite encourager. Le projet de loi, qui a fait l'objet lors de son élaboration d'une concertation approfondie avec les associations concernées, vise à sécuriser le régime juridique du contrat de volontariat de solidarité internationale, jusqu'alors régi par un simple décret.

Il crée un nouveau type de contrat qui organise une collaboration désintéressée entre une association agréée et une personne majeure pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général à l'étranger dans les domaines de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Ce contrat, de droit privé, est limité dans le temps et déroge, sur certains points, aux dispositions du code du travail. En contrepartie, le projet de loi organise, notamment, la protection sociale du volontaire.

Le projet de loi concerne l'ensemble des formes de volontariat associatif de solidarité internationale accompli dans tous les pays hors de l'Union Européenne, quels que soit l'âge du volontaire, la durée de la mission et son mode de financement.

Les missions de volontariat seront ouvertes aux Français, aux citoyens des autres Etats membres de l'Union européenne et aux autres ressortissants étrangers résidant régulièrement en France.

Source : *Communiqué du conseil des ministres du 7-01-2004*

FORMATION

■ Espace Associatif du Rhône

Le département du Rhône organise des formations destinées aux associations afin de leur permettre d'évoluer dans les meilleures conditions et dans différents domaines : fiscal, comptable, juridique, communication, etc... L'espace associatif du Rhône organise également des conférences et tient des permanences pour mieux vous renseigner.

Pour consulter le programme des formations : www.rhone.fr

Contact : Brigitte Bonaldi, Espace associatif du Rhône, 26 rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon – Tel : 04 72 61 79 71 – Email : espace-associatif@rhone.fr

■ Association Médicale Missionnaire (AMM)

L'AMM propose aux personnels de santé, des formations pratiques, spécifiques à l'exercice médical dans les pays en développement souvent tropicaux :

- Pathologies et hygiène en milieu tropical, du 10 mai au 25 juin 2004
- Pathologies et santé communautaire : du 27 septembre au 17 décembre 2004
- Initiation et perfectionnement en laboratoire de base : du 3 janvier au 4 février 2005
- Promotion du développement sanitaire : du 7 février au 18 mars 2005

Ces formations ont lieu à Lyon 4^{ème}, à plein temps.

Renseignements : AMM, 74 rue d'Ypres, 69004 Lyon – Tel 04 78 30 69 89 – Email : a.m.m.ypres@wanadoo.fr - site internet : <http://perso.wanadoo.fr/ass.medicale.missionnaire>



AGENDA

■ Quinzaine du commerce équitable du 3 au 18 mai à Lyon 2°

L'objectif de cette manifestation est de sensibiliser les citoyens aux relations économiques Sud/Nord, en favorisant notamment les échanges commerciaux qui garantissent un revenu décent aux producteurs.

Lieu : Place de la République.

Contacts : Sandra Coquard, Artisans du Monde, Tel 04 78 92 90 05 – contact@artisansdumondelyon.org - Guilhem Papelard, Equi'Sol, Tel 04 72 56 07 05 – equisol@wanadoo.fr



BLOC NOTES

■ BIOPORT : un soutien logistique à votre projet de solidarité

Votre association souhaite mettre en place un partenariat avec une organisation du sud dans le cadre d'un projet de solidarité. Pour vous épauler dans votre réflexion et vous aider dans le montage de votre projet, vous pouvez faire appel à des structures telles que RESACOOOP. S'il apparaît pertinent, après étude des besoins, de procéder à l'envoi de matériel, Bioport, plate-forme logistique humanitaire, peut vous apporter conseils et solutions sur les aspects techniques liés à une expédition. Dans un premier temps, Bioport vous aide à définir vos besoins en matériel et en transport. Une équipe de logisticiens est à votre disposition pour étudier avec vous la pertinence de votre envoi (rapport entre la valeur du matériel expédié et le coût du transport), budgéter les frais liés à votre expédition (collecte, stockage, transport...), et vous expliquer les procédures d'expédition (démarches à réaliser, documents à produire...).

Ce soutien logistique aux associations de solidarité s'accompagne d'une démarche « qualité » : à cette fin, Bioport a mis en place une charte pour les utilisateurs de ses services et pour ses adhérents. Nos conseils sont gratuits : ils ont pour but de vous donner des outils et de vous accompagner dans votre démarche. Bioport dispose d'un site internet qui vous renseignera sur les aspects techniques liés au transport de marchandises, et vous donnera quelques informations concernant les documents, procédures par pays, propositions de groupage associatif, coordonnées de nos partenaires....

Contact : Annabel Ligier, Bioport, Centre TIR - Aéroport de Bron - 69800 St Priest - Tel: 04 72 37 16 44 - Fax: 04 72 37 39 87 - Site internet: www.bioport.asso.fr

diffusion : 1700 exemplaires

■ Exposition Commerce équitable

« Autres échanges, autre monde : pour un commerce équitable » est une exposition réalisée par Artisans Du Monde, en complément de la brochure « Pouvoir d'achat, pouvoir d'action ». Elle est composée de 8 panneaux (8 thèmes) et donne une information claire et précise sur le commerce international et le commerce mondial.

Prix de vente : 40 €.

Contact : Fédération Artisans du Monde, 53 Bd de Strasbourg, 75010 Paris – Tel 01 56 03 93 50 – Email : info@artisansdumonde.org - www.artisansdumonde.org

■ Mali : Interface

Interface est une nouvelle structure d'appui aux communes et aux associations françaises ayant un partenaire en région de Kayes au Mali. Elle a été créée en janvier 2004 par un bureau d'études malien, l'AGED (Agence Générale d'Expertise pour le Développement) et une coopérative française, le Damier. La structure est animée depuis Kayes par un socio-anthropologue français et propose un ensemble de services permettant d'améliorer la qualité des partenariats Nord-Sud. Interface propose un appui ciblé permettant de professionnaliser le montage, le suivi technique et institutionnel des projets de développement initiés par les deux partenaires.

Contacts : Au Mali, Pierre Lévy, Interface à Kayes, Email : pierre.levy@interface-aged-ledamier.org.
Tel 00 (223) 639 99 82. - En France, Jacques Alvernhe, Le Damier, Tel 05 65 49 48 27 - Email ledamier@interface-aged-ledamier.org - www.interface-aged-ledamier.org

~ PUBLICATIONS

■ « Vivo raconte Bintou et Valentin »

Un cédérom sur l'eau destiné aux jeunes de 8 à 14 ans. Prix de vente : 15 € plus frais de port (3€)

L'eau représente un enjeu majeur pour l'avenir de l'humanité. Alors que la ressource est surexploitée dans certaines régions du monde, la pénurie d'eau engendre des conséquences néfastes sur le développement économique et social de nombreux pays. L'eau, moteur d'évolution, suscite également des conflits. Un changement des habitudes de consommation et l'adoption d'un comportement citoyen s'imposent. Car l'eau est affaire de tous !

Pour ce faire, l'Ong EAU VIVE a décidé de s'associer à la campagne d'éducation *Demain le monde...le développement durable* afin de sensibiliser les jeunes, le personnel enseignant mais aussi un large public sur la question de l'eau et du développement.

Contact : Laurence Teissier, Eau Vive, 4 rue Victor Beaussé, 93100 Montreuil. Tel : 01 41 58 50 50 – Email : laurence.teissier@eau-vive.org - Site : www.eau-vive.org

■ La Jamaïque dans l'étau du FMI

« La dette expliquée aux amateurs de reggae, aux fumeurs de joints et aux autres », par Damien Millet et François Mauger, aux éditions L'Esprit Frappeur, 128 pages, prix public : 4 €. Récit d'une lutte acharnée contre le Fonds monétaire international (FMI).

Le livre est disponible dans toutes les librairies et, pour les commandes associatives, s'adresser au :

CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – Email : france@cadtm.org - Site internet : www.cadtm.org

■ Renforcement de la Société Civile, Politique de partenariat et d'alliances

VSF (Vétérinaires Sans Frontières) et CICDA (Centre International de Coopération pour le Développement Agricole) diffusent un document résultant d'un travail collectif de permanents et d'administrateurs des deux associations. Il est rédigé sur la base des enseignements tirés des expériences de projets de coopération ; il expose également les conclusions de différents temps de réflexions associatives avec leurs partenaires respectifs : atelier latino-américain de coopération de CICDA en avril 2002 à Quito (Equateur), Universités d'Hiver de VSF en janvier 2003 à Lyon (France).

Ce document est téléchargeable sur le site www.cicda.org, dans la rubrique « nos publications / textes de référence » ainsi que sur le site VSF www.vsf-france.org, dans les rubriques « Actualités et Ressources en

ligne / Catalogue des Publications ». Actuellement en cours de traduction en espagnol et en anglais, ces versions seront très rapidement disponibles. Vous pouvez également faire une demande pour recevoir la version papier auprès du Service Documentation de VSF (doc@vsf-france.org) ou Tel 04 78 69 67 83

■ « Regard », un magazine roumain en français

Un nouveau mensuel d'information indépendant dans le paysage médiatique roumain : « Regard » vient de paraître. Il est rédigé en français par des journalistes roumains francophones. Il s'adresse à la fois aux Roumains francophones et aux Français de Roumanie, les informe sur leur communauté et leur prête un « regard » volontiers complice et forcément solidaire sur les événements impliquant leurs deux patries. Tarif : 16€

Pour vous abonner : <http://www.mmp.ro> - Tel. 021 233 39 75.



RECHERCHE DE PARTENAIRES

■ Liban

Le dispensaire Ste-Thérèse situé à Halat est une structure sanitaire d'aide humanitaire, sans but lucratif, ouvert récemment sous permis du Ministère libanais de la Santé à Beyrouth. Il a comme objectif d'améliorer les conditions sanitaires et la qualité de vie de la population environnante. Il offre une aide médicale et met à disposition des services sanitaires. Il fait de la prévention, du diagnostic, du traitement de pathologies en collaboration avec une équipe médicale spécialisée, des pharmaciens et des infirmières.

Afin de réaliser son objectif, le dispensaire a besoin d'un appui et d'un support concernant l'approvisionnement en médicaments, en produits d'hygiène, en instruments médicaux de diagnostic et de petite chirurgie. C'est pour cela qu'il recherche un partenariat en Région Rhône-Alpes avec des structures sanitaires ou des associations.

Contact : Dr. Abdallah Elhachem (directeur), Dispensaire, rue principale Jbeil byblos, Halat, Liban – Email : medsalus@yahoo.it - Tel 00961-3507490

■ Pérou

L'association Arariwa agit pour la promotion technique de la culture andine. Elle intervient dans les provinces de Cusco, Calca et Urubamba. Depuis une quinzaine d'année, elle a mis en œuvre différents projets de développement éducatifs contribuant au renforcement des institutions économiques, sociales et politiques. Ses objectifs visent à promouvoir les capacités des individus et des institutions pour le plein exercice de leurs droits et de leurs devoirs civiques dans cette région.

Arariwa recherche actuellement un partenaire pour monter des opérations dans la province de Canas, dans les domaines suivant : éducation, agriculture, élevage, environnement, hygiène et santé, citoyenneté, renforcement des organisations de base et des municipalités locales. De plus, l'association propose de partager son expérience de travail dans le domaine des micro-crédits.

Contact : Antonino Lovon Zavala, 19 rue de Chavril, 69110 Ste Foy les Lyon – Tel 04 78 25 66 17 – Email : lovonzavala@yahoo.fr

■ Bénin

L'Ong Promo Santé Pour Tous (PSPT – ONG) recherche un partenaire pour l'aider à l'enlèvement, le groupage et l'acheminement sur Cotonou, de médicaments, de matériel médical et d'équipements hospitaliers, envoyés par d'autres Ongs humanitaires en dons.

Contact : Toussaint Yao MADJA, 03BP664 – Jéricho – Cotonou – BENIN - Tel 00229 953881 - Email : tymadja@hotmail.com

■ Cameroun

Le CFAPP (Centre de Formation Artisanal et Professionnel Polyvalent) situé à Nkongsamba a comme activités : la formation en plomberie sanitaire, la formation/animation en technique de transformation et de conservation des fruits et légumes par séchage, la construction et vulgarisation des différents types de séchoirs pour fruits et légumes.

Le Centre recherche un partenaire pour l'aider dans ses projets, à savoir :

- Former des adultes, de milieu rural/périurbain/urbain, en techniques de transformation et de conservation des denrées alimentaires par séchage amélioré, en technique de gestion, de commercialisation, en vue de créer des unités semi artisanales de séchage de fruits et légumes ;
- Vulgariser les techniques et technologies de séchage amélioré des denrées alimentaires en vue de valoriser les produits agricoles des paysan(e)s et créer des emplois nouveaux ;
- Regrouper et Commercialiser à travers le Réseau des Sécheurs de Fruits et Légumes du Cameroun (R.e.S.e.C) les produits séchés par les membres.

Contact : Théophile Tankwa, B.P. 148, Nkongsamba, Cameroun – Tel 00237 775 30 06 - Email : fruitseches@yahoo.fr

■ Brésil : Un bus pour la promotion de la citoyenneté.

L'association Solidariedade, située à Porto Alegre, a identifié les limites du budget participatif constituant un frein au développement d'une conscience politique citoyenne et à la transformation de la société. Pour chercher à y remédier, elle souhaite acquérir et aménager un bus dans la perspective d'une démocratie toujours plus participative. C'est dans cet esprit que le réseau ESPASEM (Echanges et Solidarités Porto Alegre Saint-Étienne Métropole) contribuera à l'achat de ce bus. Par ce partenariat, ESPASEM espère développer des mécanismes de participation populaire à Saint-Étienne Métropole avec l'appui des citoyens de Solidariedade. Les deux organisations appellent toutes les associations, citoyens et institutions à collaborer à ce projet de « Bus pour Solidariedade ».

Contact : Nadia Touil, 12 rue du Portail Rouge, 42100 Saint-Etienne - Nadia.Touil@wanadoo.fr - espasem@hotmail.com - Solidariedadeong@hotmail.com

■ Sénégal

L'Ong La CAPE (Coalition Anti-Pauvreté et Environnementale) est une branche de l'Association Sénégalaise des Volontaires pour le Reboisement dont la mission est de promouvoir un développement durable par l'éducation. Elle recherche un partenaire pour son projet d'éducation générale et de formation professionnelle destiné à environ 300 enfants des rues à Dakar.

Contact : Catherine Guiot - Email : open.guiot@wanadoo.fr - www.asvr.netfirms.com/html/cape.html

■ Mali

Pour contribuer au développement de l'enseignement professionnel et de la recherche, la commune rurale de Ouélessébougou (située à 80 Km de Bamako) a le projet de réaliser et d'équiper un collège technique rural capable de préparer ses étudiants :

- au Brevet de Technicien dans les filières du développement rural et au DUTS dans les filières de l'Agroalimentaire et la nutrition,
- à la gestion d'entreprises (Agro PME).

Le responsable de ce projet, M. Ya Samake, recherche un partenaire (établissement d'enseignement ou autres) de la région Rhône-Alpes pour un échange et un appui.

Contact : M. Ya Samake, BPE 5091, Bamako, Mali – Tel 223 643 21 34 – Email : gsyshko@yahoo.fr



FINANCEMENTS

■ Concours « Envie d'agir ! » 2004

Pour la deuxième année consécutive, le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la jeunesse lance son grand concours "Envie d'agir!", avec cette année une ouverture à l'Europe.

Ce concours s'adresse à tous les jeunes âgés de 11 à 28 ans, présentant des projets individuels ou collectifs, aux niveaux local, national, international ou européen. Peuvent donc participer, tous les jeunes Français et ressortissants de l'Union Européenne. Dans le cadre du concours national, les projets présentés devront se dérouler en France ou être organisés à partir de la France. Le volet européen du concours "Envie d'agir!" fait l'objet d'un règlement spécifique, qui sera bientôt disponible sur le site www.enviedagir.fr.

Les projets devront intervenir dans l'un des domaines suivants:

- Citoyenneté (prévention des conduites à risques, égalité des chances...)
- Environnement (développement durable, amélioration du cadre de vie...)
- Humanitaire (aide d'urgence, solidarité internationale...)
- Solidarité (solidarité locale ou nationale, aide aux personnes âgées...)

- Europe (précisions dans le règlement à venir)

Pour en savoir plus : <http://www.enviedagir.fr/engagement/foffice/engagement/accueil.xsp>

■ Uni-Terre : Créez un projet de solidarité au niveau local, national ou international

L'association Uni-Terre organise un concours de projets dans le domaine de l'humanitaire et de la solidarité, ouvert aux **étudiants, lycéens et collégiens rhônalpins**. Avec 3 prix en jeu, ce concours donnera l'occasion à ces jeunes de présenter leur projet et s'ils sont sélectionnés, de le financer en partie.

1^{er} prix : 3.800 € - 2^e prix : 2.300 € - 3^e prix : 1.500 €

Date limite de dépôt du dossier : le 30 juillet 2004.

Dossier d'inscription disponible sur demande au Tel. 04 72 60 60 60 et téléchargeable sur :

www.pardieu.com

■ Demandes de cofinancement au MAE

Le Ministère des Affaires étrangères (MAE) instruit les demandes de cofinancement de projets dont les organisations de solidarité internationale (OSI) ont l'initiative et qui correspondent à ses priorités en matière de solidarité et d'influence. Les modalités de cette instruction font l'objet d'un manuel des procédures disponible sur le site du Ministère des affaires étrangères, à l'adresse suivante :

http://www.diplomatie.gouv.fr/cooperation/dgcid/publications/osi_finance/index.html

Le **comité de pilotage** chargé d'examiner les dossiers de demande de financement des OSI se réunira les :

- 18 juin 2004 / date limite de dépôt de dossier le 29 mars 2004
- 17 septembre 2004 / date limite de dépôt de dossier le 7 juin 2004

■ APPELS A PROPOSITIONS

Programme ASIA PRO ECO

Renforcement du dialogue environnemental entre l'Europe et l'Asie.

Activités éligibles : activités de diagnostic, partenariats technologiques, actions de démonstration, renforcement des mesures prises, dialogue opérationnel et pratique en Asie.

Porteurs de projets potentiels : autorités nationales et régionales, opérateurs du secteur public, organismes à but non lucratif du secteur privé et de la société civile situés dans un Etat membre de l'Union européenne (à partir du 1^{er} mai 2004 également dans un des nouveaux Etats membres) ou dans un pays asiatique participant : l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Maldives, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Timor-Oriental et le Viet-Nam.

Dates limites de réception : 03/05 et 04/10/2004, 16h.

Lignes directrices et formulaire de candidature disponibles aux adresses suivantes :

http://europa.eu.int/comm/europeaid/index_en.htm ou http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asia-pro-eco/index_en.htm.

Contact : europeaid-asia-pro-eco@cec.eu.int, en précisant la référence Europeaid/117860/C/G.

Programme ASIA-URBS

Coopération entre collectivités locales européennes et d'Asie du Sud, du Sud-Est et chinoises dans le domaine du développement urbain

Domaines éligibles : gestion urbaine, développement socio-économique urbain, environnement urbain et infrastructures sociales urbaines.

Projets éligibles : études, échanges d'expériences; projets de développement, de formation pour l'acquisition de compétences en matière de planification urbaine, mise en réseau, projets pilotes et activités de suivi des projets réussis au cours de la première phase du programme.

Porteurs de projets potentiels : collectivités locales de l'Union européenne ou d'un pays asiatique éligible et organisations à but non lucratif (uniquement pour la mise en réseau et l'acquisition de compétences).

Dates limites de réception : 29/03 et 02/06/2004, 16h.

Formulaire de candidature et guide pratique des soumissionnaires 2004 disponibles aux adresses suivantes :

http://europa.eu.int/comm/europeaid/index_en.htm ou <http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/asia-urbs>

Contact : europeaid-asia-urbs@cec.eu.int, en précisant la référence Europeaid/117854/C/G.

Programme URB-AL – 2^{ème} phase

Projets communs de coopération entre collectivités locales latino-américaines et européennes dans le domaine urbain.

Objectif : attribution de la coordination de projets communs.

Coordinateurs éligibles : collectivités locales, notamment les villes et les agglomérations urbaines mais aussi les provinces et les régions de l'Union européenne et des pays partenaires d'Amérique latine.

Dates limites de dépôt : 30/04 et 31/10/04, 16h.

Guide de la deuxième phase du programme URB-AL, formulaire de demande et lignes directrices disponibles aux adresses suivantes : <http://www.urb-al.com> et http://europa.eu.int/comm/europeaid/tender/index_en.htm

Contact : par fax : (32-2) 299 36 22 en mentionnant la référence : EuropeAid/113113/C/G.

Programme régional CARDS 2003

Stabilisation démocratique. Programme de développement de la société civile locale.

Domaines éligibles : renforcement des organisations locales de la société civile, soutien au processus démocratique local, ancrage démocratique des structures décentralisées.

Porteurs de projets potentiels : organismes à but non lucratif tels qu'ONG, associations de la société civile, organisations professionnelles, associations de PME, ou d'entrepreneurs, chambres de commerce, syndicats, associations du commerce.

Date limite de réception : 28/04/2004, 16h.

Lignes directrices disponibles à l'adresse suivante : <http://europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl>

Contact : jacques.van-de-moortele@cec.eu.int ou par télécopie au numéro suivant : (32-2) 299 47 01 en mentionnant la référence : EuropeAid/118568/C/G/Multi.

Programme CARDS (Kosovo)

Appui aux mesures favorisant le retour et la réinsertion des diverses communautés du Kosovo.

Mesures éligibles : facilitation du dialogue, remise en état des infrastructures sociales et matérielles, reconstruction des logements, développement à l'échelon local, programmes favorisant l'autonomie, notamment en vue d'améliorer l'accès aux services dans les municipalités.

Porteurs de projets potentiels : organisations non gouvernementales et organisations internationales.

Date limite de réception : 01/04/2004.

Lignes directrices et formulaire de candidature disponibles sur le site Internet de l'Agence européenne pour la reconstruction à l'adresse suivante : <http://www.ear.eu.int>

Contact : mary.walsh@cec.eu.int en précisant la référence Europeaid/117760/D/G/KOS.

Programme TACIS IBPP

Partenariat pour le développement d'institutions. Soutien à la société civile et aux initiatives locales.

Objectif du programme : soutenir le processus de création et de renforcement d'institutions locales de la société civile grâce à des partenariats entre certaines organisations de l'Union européenne et leurs homologues des pays TACIS et des pays bénéficiant du programme PHARE.

Domaines éligibles : développement économique local, développement social et réformes administratives.

Porteurs de projets potentiels : les partenariats doivent être mis en place entre organisations non gouvernementales, autorités locales et régionales ou organismes à but non lucratif de l'Union européenne et leurs homologues des pays TACIS éligibles (Russie, Ukraine, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan et Moldavie) et des pays bénéficiant de PHARE.

Date limite de réception : 14/04/2004, 16h.

Lignes directrices et formulaire-type de demande disponibles à l'adresse suivante :

<http://europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl>

Contact : europeaid-ibpp@cec.eu.int ou par télécopie au (32-2) 295 74 82 en précisant la référence : EuropeAid/117824/C/G/Multi.

Programme sécurité alimentaire ONG 2003

Actions éligibles : actions d'appui à la sécurité alimentaire en cohérence avec la stratégie nationale de sécurité alimentaire des pays bénéficiaires : Angola, Erythrée, Ethiopie, Soudan, République Démocratique du Congo, Sierra Leone, Yémen.

Date limite de réception : 06/05/2004, 16h.

Lignes directrices à l'intention des demandeurs et formulaire de candidature disponibles à l'adresse suivante :

<http://europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl>

Contact : EuropeAid-FS@cec.eu.int ou par télécopie au (32-2) 299 81 57 en précisant la référence Europeaid/117692/C/G.

Jumelages européens

La Commission Européenne vient de publier un nouvel appel à proposition (DG EAC N°64/03, JOC du 19/11/2003) concernant l'action de soutien en faveur des jumelages. Il vise à encourager des manifestations et actions de jumelage de villes qui contribuent au rapprochement des peuples d'Europe et au renforcement de la conscience européenne.

L'appel à proposition est destiné à soutenir deux types d'action :

- des rencontres entre citoyens de villes et communes jumelées,
- des conférences sur des thèmes européens liés au jumelage de villes, ainsi que des séminaires de formation et d'information destinés aux responsables de jumelages.

Sont éligibles les rencontres avec les pays de l'Union Européenne et avec les pays dont l'adhésion à l'UE est prévue pour le 1er mai 2004 (*Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, et Slovénie*). Les actions concernant la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie ne sont pas éligibles en 2004.

Calendrier

Entre le 1^{er} août et le 30 septembre 2004 : le 2 avril 2004

Entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2004 : le 1^{er} juin 2004

Le texte de l'appel à projet et le formulaire de demande de subvention sont téléchargeables à partir de l'adresse suivante : http://europa.eu.int/comm/dgs/education_culture/towntwin/index_fr.html

Programme de formations du 1^{er} semestre 2004

■ MONTER UN DOSSIER DE COFINANCEMENT

VENREDI 2 AVRIL 2004 - DE 10 H A 17 H (COMPLET)

La recherche de fonds constitue souvent un véritable parcours du combattant pour de nombreuses organisations de coopération internationale. Si la collecte de fonds privés reste essentielle, il est souvent nécessaire, dès que les projets atteignent une certaine dimension, de faire appel aux financeurs publics.

Cette session de formation s'adresse avant tout aux organisations **n'ayant pas ou peu d'expérience** en la matière et qui souhaitent acquérir des éléments de méthodologie pour monter un dossier de cofinancement d'un projet.

A travers l'alternance d'apports théoriques et d'exercices pratiques, cette formation doit permettre d'expliquer ce que recouvre la notion de cofinancement et d'appréhender les différences qui séparent un dossier de présentation de projet d'un dossier de cofinancement, ceci en s'appuyant sur l'exemple des modalités de cofinancement du Ministère des Affaires étrangères.

Intervenante : Rose-Marie Di Donato (RESACOOOP)

Tarif (repas compris) : 60 €

■ ETABLIR UN BUDGET DE COFINANCEMENT

MARDI 23 AVRIL 2004 - DE 10 H A 17 H

Cette séance s'adresse également aux organisations **n'ayant pas ou peu d'expérience** en matière de recherche de cofinancements publics.

Elle permet de traiter de manière plus approfondie les éléments budgétaires d'un dossier de cofinancement. Elle s'inscrit dans le prolongement de la formation précédente. Essentiellement basée sur des exercices pratiques conçus à partir des modalités de cofinancement du Ministère des Affaires étrangères, elle doit permettre d'établir un budget de financement cohérent avec le projet et de le convertir facilement en budget de cofinancement, tout en explorant les subtilités des financeurs publics.

Intervenante : Rose-Marie Di Donato (RESACOOOP)

Tarif (repas compris) : 60 €

N.B. : Les formations 1 et 2 sont complémentaires

Tarif spécial pour inscription aux deux formations : 100 € (repas compris)

■ CONCEVOIR UN MICRO-PROJET DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

VENREDI 4 JUIN 2004 - de 10h à 17h

Concevoir un micro-projet de solidarité avec les populations de pays en voie de développement, cela ne s'improvise pas.

Le but de cette formation est de permettre aux participants :

- d'acquérir une méthode et des outils dans la conception d'un micro-projet
- d'acquérir une méthode et des outils dans la mise en œuvre, le suivi et le budget
- d'acquérir des éléments de méthode pour la recherche de financement

Cette formation s'adresse à tous les porteurs de micro-projets de solidarité internationale, qu'ils appartiennent à des structures associatives ou qu'ils portent des initiatives individuelles. Par micro-projets, on entend les actions de solidarité internationale d'un budget total inférieur à environ 65 000 euros.

Intervenants : Amélie Thibierge (Agence des micro-projets, Guilde européenne du Raid) et Antonio Silveira (RESACOOOP)

Tarifs (repas compris) : 40 € / 25 € pour les jeunes de moins de 28 ans.

■ DOSSIER DE COFINANCEMENT COOPERATION DECENTRALISEE

DATE : VENDREDI 18 JUIN 2004 – DE 10H A 17H

Cette session s'adresse **exclusivement aux élus et aux techniciens** qui ont en charge la coopération décentralisée au sein de leur collectivité locale.

Les objectifs de cette session sont :

- de rappeler le cadre de conception d'un partenariat de coopération décentralisée et les principales étapes qui doivent mener à la formalisation des projets,
- d'informer les participants sur les modalités du soutien financier du Ministère des Affaires étrangères aux actions de coopération des collectivités locales,
- de guider les participants dans l'élaboration du dossier-type de demande de cofinancement auprès du Ministère des Affaires étrangères.

Intervenantes : Mireille Bonnet (SGAR Rhône-Alpes), Corinne Lajarge (RESACOOP)

Tarif (repas compris) : 60 €



Comité de rédaction :

Rose-Marie Di Donato
Corinne Lajarge
Antonio Silveira
Isabelle Taine

RESACOOP

30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon
Tél. : 04 72 77 87 67 - Fax : 04 72 41 99 88
E-mail : mail@resacoop.org
Site Web : <http://www.resacoop.org>
